**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Mme OUAKI
n° 2020- 367 D
☎ : 04.84.35.42.61
✉ : brigitte.ouaki@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 29 SEP. 2020

Monsieur,

Par télédéclaration du 21 février 2020, vous avez été titulaire de la preuve de dépôt n° A-0-JMCUM2O6T pour un demande de déclaration initiale concernant les rubriques 2560-2, 2575, 2940 2-b de la nomenclature des installations classées pour l'environnement concernant votre installation située sur le territoire de la commune de Marseille 13014, 301 boulevard Danielle Casanova.

Suite a l'examen des documents envoyés et des éléments que vous déclarez, je vous informe que votre déclaration peut être considérée comme complète, et que suite à la parution du décret n° 2015-1614 du 9 décembre 2015, sur la dématérialisation de la procédure des installations classées, la déclaration fait désormais l'objet d'une preuve de dépôt, en lieu et place du récépissé de déclaration, vous autorisant à fonctionner.

Vous trouverez, ci-joint, ce document et je vous rappelle que vous devez respecter les prescriptions applicables au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour lesquelles vos activités sont soumises, qui sont consultables à l'adresse du site internet suivant www.ineris.fr/aida,/.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur de la société
Sud Robinetterie Industrie
301 Boulevard Danielle Casanova
13014 Marseille

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

Gilles BERTOTHY

2020-367D

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREUVE DE DEPOT N°** A-0-JMCUM2O6T

# DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION

Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

Sud Robinetterie Industrie
301 BOULEVARD DANIELLE CASANOVA

13014 MARSEILLE 14

Départements concernés :

Communes concernées :

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : ..... NON

*Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).*

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : ..... NON

  *Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.*

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : ..... NON

- une installation classée relevant du régime de déclaration : ..... NON

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : ..... NON

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) NON

*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).*

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : ..... NON

*Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).*

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : ..... NON

*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).*

**Installations classées objet de la présente déclaration :**

| Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées | Alinéa | Désignation de la rubrique | Capacité de l'activité | Unité | Régime[1] (D ou DC) |
|---|---|---|---|---|---|
| 2560 | 2 | Travail mécanique des métaux et alliages | 547 | kW | DC |
| 2575 | | Emploi de matières abrasives | 40 | kW | D |
| 2940 | 2-b | Application, cuisson, séchage de vernis, peint | 32 | kg/j | DC |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

***Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :***
*Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.*
*Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration* ***lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement*** *(article R512-55 du code de l'environnement).*

**Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :**

- prescriptions générales ministérielles[2],
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

***Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :***
*Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).*

Déclarant : SUD ROBINETTERIE INDUSTRIE

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : ..... 21/02/2020

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :..... NON

[1] D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.
[2] Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : http://www.ineris.fr/aida/